

#

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 21 JUIN 2001
conclue en Commission Paritaire de l'Imprimerie,
des Arts Graphiques et des Journaux,
CONCERNANT L'INTERVENTION DES ENTREPRISES DE LA
PRESSE QUOTIDIENNE DANS LES FRAIS DE TRANSPORT

Chapitre Ier- Champ d'application

Art. 1er. La présente convention collective de travail s'applique d'une part, aux entreprises relevant de la compétence de la Commission Paritaire de l'Imprimerie, des Arts Graphiques et des Journaux et confectionnant des journaux quotidiens ou, dans le cas d'entreprises avec un département labeur, aux départements de ces entreprises confectionnant des journaux quotidiens et, d'autre part, à tous les travailleurs et travailleuses (ci-après dénommés travailleurs) de ces départements, dont les fonctions sont reprises à l'énumération et à la classification des fonctions sous l'article IV de la convention collective de travail du 25 octobre 1995 fixant certaines conditions de travail et de rémunération dans les quotidiens belges (rendue obligatoire par arrêté royal du 25 juin 1997).

Art. 2. Les employeurs occupant des travailleurs qui utilisent un moyen de transport pour se rendre de leur domicile quotidien et habituel à leur lieu de travail et inversement, sont tenus d'intervenir dans les coûts de ce transport selon les modalités mentionnées ci-après.

Art. 3. Peuvent prétendre à une intervention qui fait l'objet de la présente convention collective de travail, sous la forme d'une indemnité, les travailleurs qui font usage d'un moyen de transport public, autre que le transport de la Société nationale des Chemins de fer belges, ou d'un moyen de transport personnel et qui parcourent un trajet effectif d'au moins 3 kilomètres pour se déplacer de leur domicile quotidien et habituel à l'endroit où l'entreprise est établie, ainsi que les travailleurs qui utilisent les moyens de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges. Est assimilé à l'endroit où l'entreprise est établie, tout endroit où les travailleurs sont ramenés et/ou reconduits par un moyen de transport propre à l'entreprise ou dont elle supporte les coûts.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

22-06-2001

13-08-2001

NR.
N°

58525/00/130

Chapitre II - Registre du personnel

Art. 4. L'endroit où se situe le domicile quotidien et habituel de l'intéressé (et éventuellement le domicile de sa famille) doit être mentionné dans le registre du personnel, tout en désignant :

- le nombre de kilomètres qui constitue la distance la plus courte entre le domicile et l'endroit où l'entreprise est établie;
- le (les) moyen(s) de transport utilisé(s) habituellement pour le déplacement au lieu de travail.

Le travailleur signe ces renseignements.

Chapitre III - Intervention

Art. 5. L'intervention des entreprises dans les frais de transport des travailleurs qui font usage des moyens de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges aura lieu selon les dispositions prévues par la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés et ses arrêtés d'exécution, étant entendu toutefois que l'intervention de l'employeur est portée à 65 % en moyenne. Le montant de l'intervention de l'employeur est calculé dès lors en adaptant les montants indiqués dans les tableaux annexés à l'arrêté royal du 28 juillet 1962 selon le rapport 65 (intervention moyenne dans les entreprises de presse)/60 (intervention moyenne au niveau interprofessionnel).

Art. 6. Pour les travailleurs dont le domicile se situe en dehors d'un rayon de 5 kilomètres, le montant de l'intervention patronale est fixé par kilomètre (et par jour de prestations effectives, si les frais de transport sont pris en charge journalièrement par le travailleur), selon les modalités suivantes :

- a) lorsque le travailleur fait usage d'un moyen de transport public autre que le transport de la Société nationale des Chemins de fer belges et dont le prix est fonction de la distance, l'intervention patronale est égale à celle appliquée pour la carte de train pour une distance correspondante, sans toutefois dépasser 65 % du prix réel;
- b) lorsque le travailleur utilise un moyen de transport public dont le prix est fixe, quelle que soit la distance parcourue, l'intervention est fixée forfaitairement et correspond à 65 % du prix effectivement payé, sans toutefois dépasser le montant de l'intervention patronale dans le prix de la carte de train pour une distance de 7 kilomètres;
- c) lorsque le travailleur fait usage d'une combinaison du train et d'un ou plusieurs autres moyens de transport public en commun et qu'il ne paie que pour un seul titre

de transport - sans qu'une ventilation par moyen de transport ne soit établie dans ce titre - l'intervention a lieu sur la base de l'intervention pour la carte de train;

d) dans les autres cas où le travailleur fait usage de plusieurs moyens de transport public en commun, les règles mentionnées aux points a) et b) sont applicables. Les montants obtenus sont additionnés pour fixer l'intervention patronale pour l'ensemble de la distance parcourue.

Art. 7. L'employeur intervient à concurrence d'un montant de 0,37€ (15 BEF) par jour de prestations effectives pour les travailleurs dont le domicile se situe dans un rayon de 5 kilomètres et qui utilisent un moyen de transport personnel ou public, autre que le transport de la Société nationale des Chemins de fer belges, pour parcourir une distance effective d'au moins 3 kilomètres.

Art. 8. Lorsque le travailleur habite en dehors d'un rayon de 5 kilomètres et qu'il fait usage d'un moyen de transport privé, l'intervention patronale est égale à l'intervention à raison de 60 % en moyenne dans le prix de l'abonnement social (carte train), soit, par jour ouvrable, à 1/21e de l'intervention mensuelle (calculée à raison de 60 % en moyenne).

Art. 9. Les travailleurs qui se rendent une fois par semaine au domicile quotidien et habituel de leur famille, peuvent, à condition d'apporter des preuves convaincantes, prétendre au bénéfice de l'intervention patronale prévue par la présente convention collective de travail aux articles 5, 6, 7 et 8.

Chapitre IV - Date de paiement

Art. 10. Les montants fixés à l'article 5 sont adaptés en fonction de chaque modification de l'intervention dans le prix d'une carte de train fixé par l'arrêté royal du 10 décembre 1990 portant fixation du montant de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

Art. 11. Le paiement de l'intervention est effectué en même temps que la paie. Le montant couvre la même période que celle de la paie.

Art. 12. Le paiement de l'intervention est mentionné explicitement sur le décompte salarial individuel, sous la rubrique "primes ou autres avantages exemptes de retenues de sécurité sociale".

Art. 13. Toute modification des données reprises aux articles 3 à 9 doit être signalée immédiatement à l'employeur. Toute somme reçue indûment à la suite d'informations inexactes sera remboursée automatiquement lors de la première paie suivant la date à laquelle il est pris connaissance de l'inexactitude des données en possession de l'employeur.

Chapitre V - Durée de validité

Art. 14. La présente convention entre en vigueur le 1er avril 2001. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée, en tout ou en partie, par une des parties signataires de la présente convention, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission Paritaire de l'Imprimerie, des Arts Graphiques et des Journaux et aux autres organisations signataires de la présente convention.

La présente convention peut être modifiée ou révisée, à intervalles d'un an, de commun accord entre les signataires. Les demandes de modification ou de révision doivent parvenir par lettre recommandée à la poste avant le 30 septembre de l'année en cours et doivent indiquer les articles soumis à modification et/ou à révision, ainsi que les propositions de modification et/ou de révision.

L'organisation à qui une demande de modification ou de révision est adressée, peut, dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle elle a reçu la demande, à son tour demander une modification ou une révision selon la procédure prévue ci-dessus.

La demande de modification ou de révision est adressée au président de la Commission Paritaire de l'Imprimerie, des Arts Graphiques et des Journaux et aux autres organisations signataires de la présente convention. La modification ou la révision, telle que prévue par le présent paragraphe, ne requiert pas la dénonciation de la convention collective en vigueur.

La présente convention collective de travail remplace celle du 30 juin 1993, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Imprimerie, des Arts Graphiques et des Journaux concernant l'intervention des entreprises de la presse quotidienne dans les frais de transport.

#

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 21 JUNI 2001
gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-,
grafische kunst- en dagbladbedrijf,
BETREFFENDE DE TEGEMOETKOMING VAN DE
DAGBLADONDERNEMINGEN IN DE VERVOERKOSTEN

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Art. 1. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing, overeenkomstig de wet van 5 december 1968, op, enerzijds, de ondernemingen vallend onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, waar dagbladen worden vervaardigd of, in het geval van ondernemingen met een afdeling handelsdrukkerij, op de afdelingen van deze ondernemingen waar dagbladen worden vervaardigd, en, anderzijds, al de werknemers en werkneemsters (verder werknemers genoemd) van deze afdelingen, waarvan de functies vermeld staan bij de opsomming en classificatie van de functies onder artikel IV van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de Belgische dagbladen (algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 25 juni 1997).

Art. 2. De werkgevers die werknemers tewerkstellen die een transportmiddel gebruiken om zich van hun dagelijkse en gewoonlijke verblijfplaats naar hun werkplaats en omgekeerd te begeven, zijn ertoe gehouden bij te dragen in de kosten van dit vervoer volgens de hierna vermelde modaliteiten.

Art. 3. Kunnen aanspraak maken op een bijdrage die het voorwerp uitmaakt van deze collectieve arbeidsovereenkomst, onder de vorm van een vergoeding, de werknemers die gebruik maken van een openbaar transportmiddel, ander dan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, of een privé transportmiddel en die een effectief traject van minstens 3 kilometer afleggen om zich te begeven van hun dagelijkse en gewoonlijke verblijfplaats naar de plaats waar de onderneming gevestigd is, alsmede de werknemers die gebruik maken van de transportmiddelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Wordt gelijkgesteld met de plaats waar het bedrijf gevestigd is, elke plaats waar de werknemers door een vervoermiddel eigen aan het bedrijf of hierdoor bekostigd, afgehaald en/of teruggevoerd.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |
29-06-2001 | 13-08-2001 |
↓ | 1.

NR.
N°

58525/co/130

Hoofdstuk II - Personeelsregister

Art. 4. De plaats van de dagelijkse en gewone verblijfplaats van de belanghebbende (en gebeurlijk die van zijn gezin), dient op het personeelsregister vermeld te worden met aanduiding :

- van het aantal kilometer dat de kortste afstand uitmaakt tussen de plaats van verblijf en die van de onderneming;
- van het of de vervoermiddelen gewoonlijk gebruikt om zich te begeven naar de werkplaats.

De werknemer ondertekent deze inlichtingen.

Hoofdstuk III - Tegemoetkoming

Art. 5. De tegemoetkoming van de bedrijven in de vervoerkosten van de werknemers die gebruik maken van de transportmiddelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen gebeurt volgens de bepalingen voorzien in de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden en haar uitvoeringsbesluiten, waarbij evenwel de tussenkomst van de werkgever op 65 % gemiddeld wordt gebracht. Het bedrag van de tussenkomst van de werkgever wordt berekend door de bedragen vermeld in de tabellen gevoegd bij het K.B. van 28 juli 1962 aan te passen volgens de verhouding 65 (gemiddelde tussenkomst in de dagbladsector)/60 (gemiddelde tussenkomst op interprofessioneel niveau).

Art. 6. Voor de werknemers die verblijven buiten een straal van 5 kilometer is het bedrag van de tegemoetkoming van de werkgever vastgesteld per kilometer (en per effectief gepresteerde dag indien de vervoerkosten dagelijks door de werknemer betaald worden), volgens de volgende modaliteiten :

a) wanneer de werknemer gebruik maakt van een openbaar transportmiddel, ander dan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, waarvan de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, is de bijdrage van de werkgever gelijk aan deze toegepast voor de treinkaart voor een overeenstemmende afstand, zonder evenwel 65% van de werkelijke prijs te overschrijden;

b) wanneer de werknemer gebruik maakt van een openbaar transportmiddel waarvan de prijs vast is, ongeacht de afgelegde afstand, wordt de bijdrage forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 65 % van de effectief betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstegemoetkoming in de prijs van de treinkaart voor een afstand van 7 kilometer te overschrijden;

c) wanneer de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen betaalt - zonder dat in dit bewijs een onderverdeling wordt gemaakt per transportmiddel - gebeurt de tegemoetkoming op basis van de tegemoetkoming voor de treinkaart;

d) in de andere gevallen waarin de werknemer gebruik maakt van meerdere gemeenschappelijke openbare transportmiddelen, zijn de regels genoemd in de punten a) en b) van toepassing. De bekomen bedragen worden bij elkaar opgeteld om de tegemoetkoming van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

Art. 7 De werkgever komt tegemoet voor een bedrag van 0,37 € (15 BEF) per effectieve arbeidsdag voor de werknemers die verblijven binnen een straal van 5 kilometer en die gebruik maken van een privé of openbaar transportmiddel, ander dan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, om een effectieve afstand af te leggen van minstens 3 kilometer.

Art. 8. Wanneer de werknemer buiten een straal van 5 kilometer woont, en gebruik maakt van een privé-transportmiddel, is de tussenkomst van de werkgever gelijk aan de tussenkomst ten belope van gemiddeld 60 % in de prijs van het sociale abonnement (treinkaart), hetzij, per arbeidsdag, aan 1/21e van de maandelijkse bijdrage (berekend tegen gemiddeld 60 %).

Art. 9. De werknemers die zich eenmaal per week naar de dagelijkse en gewone verblijfplaats van hun gezin begeven, kunnen mits voorlegging van afdoende bewijzen aanspraak maken op de tegemoetkoming van de werkgever, voorzien bij deze collectieve arbeidsovereenkomst in de art. 5, 6, 7 en 8.

Hoofdstuk IV - Tijdstip betaling

Art. 10. De bedragen bepaald in art. 5 worden aangepast aan elke wijziging van de tussenkomst in de prijs van een treinkaart vastgelegd door het koninklijk besluit van 10 december 1990 houdende vaststelling van het bedrag van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

Art. 11. De betaling van de tegemoetkoming geschiedt gelijktijdig met de uitbetaling van het loon. Het bedrag dekt dezelfde periode als deze van de loonuitbetaling.

Art. 12. Van de uitbetaling van de tegemoetkoming wordt uitdrukkelijk melding gemaakt op de individuele loonsafrekening, onder de rubriek "premies of andere voordelen vrijgesteld van inhoudingen voor de sociale zekerheid".

Art. 13. Elke wijziging in de gegevens vervat in de art. 3 en 9 dient onmiddellijk aan de werkgever gemeld te worden. Elke onregelmatig geïnde som ingevolge onjuiste inlichtingen zal automatisch teruggegeven worden bij de eerste uitkering volgend op de kennis van het feit dat de gegevens, in het bezit van de werkgever, onjuist zijn.

Hoofdstuk V - Geldigheidsduur

Art. 14. Deze overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 april 2001. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

De overeenkomst kan worden opgezegd, geheel of gedeeltelijk, door één van de ondertekenende partijen van deze overeenkomst, met een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en aan de andere ondertekenende organisaties van deze overeenkomst.

Deze overeenkomst kan bij onderling akkoord tussen de ondertekenende partijen worden gewijzigd of herzien met tussenperiodes van één jaar. De vragen tot wijziging of herziening gebeuren bij een ter post aangetekend schrijven voor 30 september van het lopende jaar, met vermelding van de artikels die voor wijziging en/of herziening vatbaar zijn, evenals de voorgestelde wijzigingen en/of herzieningen.

De organisatie tot wie de vraag tot wijziging en/of herziening gericht is, kan binnen een termijn van 1 maand na ontvangst ervan, op haar beurt een herziening of wijziging vragen volgens bovenvermelde procedure.

De vraag tot wijziging of herziening wordt gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en aan de organisaties die deze overeenkomst hebben ondertekend. De wijziging of de herziening, zoals in deze alinea voorzien, vereist geen opzegging van de lopende collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 30 juni 1993, gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, betreffende de tegemoetkoming van de dagbladondernemingen in de vervoerkosten.